# **Communiqué de presse**

Paris, le 24 février 2020

**Les banques centrales se lancent dans la régulation verte pour contrer le changement climatique**

***Etude Mazars – OMFIF :***

***Lutte contre le changement climatique : le rôle de la réglementation et de la supervision bancaire***

* *70 % des banques centrales et régulateurs considèrent le changement climatique comme une menace majeure pour la stabilité financière*
* *Les considérations climatiques devraient faire une entrée en force dans les stress tests*
* *Les banques centrales sont divisées quant à la responsabilité de la lutte contre ces risques*

Mazars, groupe international d’audit et de conseil, et l’Official Monetary and Financial Institutions Forum (OMFIF), un think tank indépendant pour les banques centrales, la politique économique et les investissements publics, publient une étude mondiale qui révèle comment les banques centrales et les régulateurs réagissent à la crise climatique.

“*Quatre ans après l’accord de Paris sur le climat, le débat prend de l’ampleur. Le changement climatique va impacter toutes les institutions financières et le sujet est au cœur des préoccupations des régulateurs*”, déclare **Rudi Lang, Associé, Leader Financial Institutions Group chez Mazars, et sponsor de l’étude de Mazars-OMFIF.**

**Le changement climatique reconnu comme une menace pour la stabilité financière**

Le changement climatique est considéré par la majorité des 33 banques centrales interrogées (70 %) comme une menace avérée pour la stabilité financière.

**Une prise de conscience des risques climatiques**

Plus de la moitié des banques centrales (55 %) déclarent surveiller les risques climatiques. Cependant, elles divergent quant à la responsabilité de la lutte contre ces risques : 12 % d’entre elles estiment qu’il appartient à d’autres institutions réglementaires d’agir.

**Approches réglementaires**

Les banques centrales introduisent progressivement des politiques financières vertes. Les principales mesures attendues sont :

1. Evaluer le risque climatique en tant que risque financier dans les stress tests

2. Encourager ou exiger la publication d’informations financières liées au climat

3. Mettre en place des normes durables pour les financements et prêts verts des banques sous leur supervision

Alors que les initiatives pour corriger les défaillances des marchés financiers gagnent du terrain, les banques centrales sont plus réticentes à utiliser des outils prudentiels et monétaires, vus comme interventionnistes, à des fins climatiques.

**Freins**

Les répondants considèrent comme essentiel de disposer d’outils analytiques, de données et de méthodologies appropriées pour superviser le risque climatique. La quantité et la qualité insuffisantes des données nécessaires pour orienter les investissements verts cristallisent l’inquiétude des banques centrales (84 % des réponses).

La multiplicité des réglementations encadrant les risques climatiques est aussi considérée comme un défi majeur, 31 % des répondants exprimant leur inquiétude quant à la comparabilité et la cohérence des cadres de surveillance.

**Vers plus de stress tests à l’avenir**

Si aujourd’hui seule une minorité de banques centrales (15 %) inclut des considérations climatiques dans leurs stress tests, un grand nombre (79 %) a l’intention de le faire à l’avenir.

**Faire face à l’avenir**

« Le succès de toute réponse politique dépendra de l’engagement des acteurs du secteur, qui vont devoir évaluer, révéler et atténuer les risques liés au changement climatique et continuer à modifier certaines de leurs pratiques », souligne **Leila Kamdem-Fotso, Associée Financial chez Mazars et contributrice au rapport**. « Il est encourageant de constater que la coopération a déjà débuté entre les régulateurs et le secteur privé par le biais de diverses initiatives. »

**A propos de l’étude**

L’étude se base sur les réponses de 33 banques centrales de 6 régions, la plupart membres du Network for Greening the Financial System (NGFS). L’enquête a été réalisée d’août à décembre 2019.

Le rapport intégral (en anglais) est disponible [ici](https://www.mazars.fr/Accueil/News/Publications/Etudes/Lutte-contre-le-changement-climatique).

**###**

**CONTACTS PRESSE**

**Rumeur Publique**

Marie Goislard – 01 55 74 52 33 – [marie@rumeurpublique.fr](mailto:marie@rumeurpublique.fr)

**Mazars**

Aurore Angeli – Communication France – 06 03 78 89 84 – [aurore.angeli@mazars.fr](mailto:aurore.angeli@mazars.fr)

**A propos de Mazars**

Mazars est une organisation internationale, intégrée et indépendante spécialisée dans l'audit, le conseil, ainsi que les services comptables, fiscaux et juridiques [1]. Présent dans 91 pays et territoires à travers le monde, Mazars fédère les expertises de 40 400 professionnels - 24 400 professionnels au sein du partnership intégré de Mazars, et 16 000 professionnels aux Etats-Unis et au Canada au sein de « Mazars North America Alliance » - qui accompagnent des clients de toutes tailles à chaque étape de leur développement.

[*https://www.mazars.fr*](https://www.mazars.fr)*-* [*www.linkedin.com/company/mazars*](https://www.linkedin.com/company/mazars/) *-* [*https://twitter.com/mazarsfrance*](https://twitter.com/mazarsfrance)

[1] Seulement dans les pays dans lesquels les lois en vigueur l’autorisent.

**A propos de l’OMFIF**

L’OMFIF est un think tank et un groupe de réflexion indépendant pour les banques centrales, la politique économique et les investissements publics, offrant une plateforme neutre pour l’engagement du secteur public et privé dans le monde entier. Avec des équipes à Londres, à Singapour et aux Etats-Unis, l’OMFIF se concentre sur des thèmes de politique mondiale et d’investissements se rapportant aux banques centrales, fonds souverains, fonds de pension, régulateurs et trésoreries. Les Global Public Investors avec 37,8$ trillions d’actifs pouvant être investis sont au cœur de ce réseau.